L'UE veut pousser Bujumbura à un dialogue inclusif et à rouvrir l'espace politique

RFI, 04-10-2015 Burundi : la stratÃ©gie de l'Union europÃ©enne AprÃ¨s l'adoption de sanctions contre quatre responsables burundais, l'Union europÃ©enne ouvrira dans les tout prochains jours les nÃ©gociations autour de l'article 96 de l'accord de Cotonou, accord qui rÃ©git la coopÃ©ration entre l'UE et les Ã‰tats de la zone ACP (Afrique, CaraÃ¯bes et Pacifique). Et, Ã la veille du dÃ©clenchement de cette procÃ©dure, la Belgique a dÃ©cidÃ© de suspendre toute coopÃ©ratio avec le pays pour un montant de plus de 60 millions d'euros. Ce n'est pas le premier pays europÃ©en Ã prendre cette dÃ©cision. Cela fait partie d'une stratÃ©gie globale de l'Union europÃ©enne pour amener les autoritÃ©s burundaises Ã rouvri l'espace politique et crÃ©er les conditions d'un dialogue inclusif.

Une lettre sera envoyÃ©e dans le courant de la semaine prochaine, confirme le vice-premier ministre belge, Alexander de Croo. Une lettre en forme d'invitation Ã des nÃ©gociations. A travers ce courrier, l'Union europÃ©enne informe officiellement le gouvernement burundais qu'il aÂ manquÃ© Ã ses obligationsÂ -Â au titre deÂ l'accord de CotonouÂ - en term de dÃ©mocratie et de respect des droits de l'homme. C'est l'article 96. Les autoritÃ©s burundaises auront trente jours pour y rÃ©pondre. En cas d'absence de rÃ©ponse, cela conduirait Ã une rupture de toute coopÃ©ration. Si le gouvernement accepte de nÃ©gocier, les deux parties auront quatre mois pour se mettre d'accord et ainsi Ã©viter l'arrÃªt de toute coopÃ©ration. En attendant les rÃ©sultats de ces discussions,Â la Belgique a annoncÃ© le gel des fondsÂ destinÃ©s Ã des projets de coopÃ©ration avec le gouvernement. L'Allemagne l'avait dÃ©jÃ fait en juin 2015, avant mÃªme la prÃ©sidentielle, estimant que le Burundi avait violÃ© ses engagements. Les Pays-Bas ont fait de mÃªme plus rÃ©cemment le 14 septembre dernier. ObjectifÂ : faire monter la pression graduellement et notamment la pression financiÃ¨re. Â«Â On hÃ©site souvent Ã utiliser la procÃ©dure de l'article 96, mais le Burundi est le pays oÃ¹, vu sa dÃ©pendance Ã l'aide internationale (50% de son budget) Ã§a a le plus de chance de marcherÂ Â», explique un officiel europÃ©en. Â«Â Ils ne vont pas nous dicter notre politiqueÂ Â», rÃ©torque un responsable burundais. Â«S'ils veulent affamer le peuple, qu'ils le fassentÂ Â», conclut-il.